



Paris, le 2 septembre 2019

Monsieur Luc Velter, Président
Monsieur Rachid Azzoug, Secrétaire
général
Syndicat National CFTC Finances
Publiques
Bâtiment Condorcet, 6 rue Louise Weiss,
75013 Paris

JEAN-FRANÇOIS
LONGEOT

SENATEUR DU DOUBS

Objet : Le nouveau réseau de proximité de la DGFIP

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai bien pris connaissance de votre courrier en date du 22 août dernier concernant la restructuration des services de la direction générale des Finances publiques (DGFIP). J'ai également été informé par le Ministre de l'Action et des Comptes Publics de sa démarche en juin dernier.

Je partage avec vous le constat : le maillage de la DGFIP est l'un des plus denses des administrations d'Etat et la fermeture, depuis 2012, de près de 700 points de contact s'est faite sans visibilité territoriale d'ensemble et sans que les élus et les populations en soient informées en amont.

Ainsi, le projet de restructuration, s'il souhaite prendre en compte l'attente forte de nos concitoyens de bénéficier d'un service public plus proche d'eux mais aussi plus efficace, doit en cela garantir une meilleure accessibilité des services publics à la population.

Les premières hypothèses de nouvelle organisation des services dans le département du Doubs sont suivies d'une concertation jusqu'au mois d'octobre et vous trouverez ci-joint à ce courrier la réponse du Ministre concernant sa démarche.

Pour l'instant, les retours des maires du département à ce sujet restent partagés, entre le souhait d'une meilleure rationalisation des services de l'Etat et les inquiétudes quant à une présence diminuée des services publics qui viendrait renforcer un sentiment d'abandon de l'Etat.

Les conclusions de la consultation permettront, je l'espère, de clarifier le nouveau réseau que le Ministre appelle de ses vœux, ainsi que ses modalités d'organisation. Vous pouvez compter sur mon engagement au service d'une



organisation favorisant la proximité avec nos concitoyens.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, en l'assurance de ma haute considération.

Jean-François Longeot

Sénateur du Doubs

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the left.

Besançon, le 18 juin 2019

Mr Gérard DARMANIN
Ministre de l'Action et des Comptes
Publics
139 rue de Bercy
Télédoc 146
75572 PARIS Cedex 12



Jean-François LONGEOT
Sénateur du Doubs

Monsieur le Ministre,

Je souhaite attirer votre haute bienveillance sur la fermeture annoncée de 14 trésoreries dans mon département du Doubs.

Effectivement, le schéma de restructuration des finances publiques prévoit une déconcentration de proximité à compter de 2022. Il restera donc 5 trésoreries au lieu des 19 actuelles et 77 emplois seront ainsi supprimés en 3 ans.

Le rythme de fermeture des centres des finances publiques s'est accéléré sur le territoire, essentiellement en milieu rural. Cette démarche menée pour des raisons économiques se fait au détriment du service public de proximité.

Même si des changements de comportements avec la dématérialisation et le développement des nouvelles technologies permettent aux contribuables et usagers des services publics locaux de recourir aux moyens automatisés, le service de proximité doit être maintenu absolument pour combattre ce sentiment d'abandon exprimé par les populations et les élus du monde rural.

Les maisons des services au public ne remplaceront jamais les agents des finances publics. C'est un leurre.

Les centres de finances publiques, établissements de recouvrement mais aussi de conseil et de suivi auprès des collectivités et des contribuables, sont une nécessité pour les territoires et plus particulièrement les territoires ruraux. Dépourvus de services financiers importants, les maires des petites communes bénéficient ainsi d'un accompagnement individualisé dans la gestion des finances communales.

La trésorerie est également l'interlocuteur privilégié pour les usagers ruraux, souvent âgés, ne disposant pas de connexion internet. Ils sont ainsi accompagnés, en confiance face à des fonctionnaires qu'ils connaissent le plus souvent. Fonctionnaires dont les conditions de travail sont désormais remises en cause.

...

Il est donc important de tenir compte des réalités locales, des réalités de nos territoires pour réduire les dépenses publiques comme cela a pu être évoqué lors du Grand débat en trouvant des solutions équilibrées et adaptées répondant aux attentes des usagers, des collectivités locales et des fonctionnaires concernés.

L'éloignement n'a jamais favorisé les échanges, encore moins l'efficacité.

C'est pourquoi, je vous demande de bien vouloir reconsidérer ce projet de nouvelle organisation qui, s'il se réalise, se fera au détriment du monde rural une nouvelle fois.

Vous remerciant par avance de l'attention que vous saurez réserver à cette requête, je vous prie de croire, Monsieur le ministre, en l'expression de mes sentiments de vive considération.



Jean-François LONGEOT



LE MINISTRE

Paris, le **22 AOUT 2019**

Nos Réf. : ACP/MEFI-D19-07366

Vos Réf. : Votre lettre du 22 juillet 2019

Monsieur le Sénateur,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur vos inquiétudes quant au projet d'évolution des services de la direction générale des Finances publiques (DGFIP) dans votre département.

La démarche de construction du nouveau réseau de proximité des Finances publiques que j'ai initiée le 6 juin dernier vise à augmenter de 30 % environ le nombre de points de contact entre cette administration et les usagers, qu'il s'agisse des particuliers, des entreprises, des hôpitaux ou des collectivités territoriales. La finalité n'est en aucun cas de fermer des services publics, mais au contraire d'accroître leur qualité et leur disponibilité.

C'est la raison pour laquelle le projet élaboré par le directeur départemental des Finances publiques du Doubs, en concertation avec le Préfet, prévoit une présence de la DGFIP dans 37 communes, soit 15 de plus qu'actuellement.

Pour autant, cette carte ne constitue qu'une base de départ pour nourrir la concertation qui est en cours. Celle-ci doit permettre aux élus locaux et nationaux, aux agents des Finances publiques et aux usagers d'exprimer leurs souhaits et leur vision pour l'implantation de ces services publics dans votre département à l'horizon 2022. Rien n'est donc décidé et rien ne se fera sans que vous y ayez été associé.

...

Monsieur Jean-François LONGEOT
Sénateur du Doubs
15 avenue E. Droz
25000 Besançon


MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



139 rue de Bercy - 75572 Paris Cedex 12

Cette démarche vise donc à rompre avec les pratiques précédentes, où les évolutions ne consistaient qu'en des fermetures de services publics, décidées annuellement, le plus souvent depuis Paris, sans visibilité territoriale d'ensemble et sans que les élus, la population et les agents ne soient véritablement associés, ni même parfois bien informés en amont.

Monsieur Sinclair Besombes, conseiller en charge des relations avec le Parlement et de la fiscalité au sein de mon cabinet, se tient à votre disposition pour répondre à vos éventuelles questions. Vous pouvez le joindre au 01 53 18 45 04.

Espérant avoir répondu à vos attentes et sachant pouvoir compter sur votre implication dans cette démarche sans précédent, je vous prie de croire, Monsieur le Sénateur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Sinclair Besombes

Darmanin
Gérald DARMANIN